

Souveraineté alimentaire : Emmanuel Macron veut des décisions de rupture

réservé aux abonnés

13.03.20



Dans son discours aux Français du 12 mars 2020, Emmanuel Macron a évoqué brièvement le sujet de l'agriculture et de l'alimentation. © C. Faimali/GFA

Dans son discours du 12 mars 2020, adressé aux Français, le président de la République a estimé que « déléguer notre alimentation » était « une folie ». Il a promis « des décisions de rupture » pour « reprendre le contrôle » sur notre alimentation.

« Ce que révèle cette pandémie, c'est qu'il est des biens et des services qui doivent être placés en dehors des lois du marché. Déléguer notre alimentation, notre protection, notre capacité à soigner, notre cadre de vie, au fond à d'autres, est une folie », a déclaré le président de la République, lors de son discours aux Français, le 12 mars 2020.

■ ***"Déléguer notre alimentation (...) est une folie"***

Et d'ajouter, « nous devons en reprendre le contrôle, construire plus encore que nous ne le faisons déjà **une France, une Europe souveraine**, une France et une Europe qui tiennent fermement leur destin en main. Les prochaines semaines et les prochains mois nécessiteront des décisions de rupture en ce sens. Je les assumerai. »

Emmanuel Macron veut « interroger le modèle de développement dans lequel s'est engagé notre monde depuis des décennies et qui dévoile ses failles au grand jour ».

Mobilisation pour les entreprises

Emmanuel Macron a promis une « mobilisation générale sur le plan économique », pour répondre aux inquiétudes des entrepreneurs. Il a confirmé la possibilité pour toutes les entreprises de « **reporter sans justification, sans formalité, sans pénalité le paiement des cotisations et impôts dus en mars** ».

Il a affirmé que des mesures « d'annulation ou d'échelonnement » seraient mises en place dans les prochaines semaines. Pour l'après, le Président a promis un **plan de relance de l'économie** national et européen « avec nos priorités et nos programmes pour l'avenir ».

Avancer vers une exception agricole

Christiane Lambert, la présidente de la FNSEA, a réagi dans un tweet en saluant « l'appel d'Emmanuel Macron à la mobilisation nationale dans l'unité et la solidarité ». « Les **agriculteurs** répondent présents », a-t-elle assuré.

La Coordination rurale, qui a fait depuis longtemps de l'**exception agricole** un de ses cheval de bataille, propose au président « de prendre à son compte l'institution du principe d'exception agricole ». Le syndicat regrette cependant qu'il faille **une épidémie pour remettre la sécurité alimentaire dans les priorités de l'État**. Bernard Lannes, le président du syndicat, exhorte les organisations professionnelles, « qui n'avaient jusqu'à présent comme seule ligne de mire que la vocation exportatrice », à rejoindre cette position afin de peser efficacement sur les orientations de la prochaine Pac.